



Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Hors commission - Gratuité des transports urbains pour les habitants de la Métropole - Mise en œuvre de la 1ère étape avec la gratuité le week-end sur le réseau TaM - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Face au constat indéniable du réchauffement climatique et de ses conséquences désastreuses pour les territoires et les populations, la transition écologique est devenue une priorité, même un devoir, pour les Etats et les villes du monde entier.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite non seulement participer activement à cette transition écologique, mais également se positionner comme pionnière pour oser des solutions ambitieuses, voire radicales, à même de nous faire gagner la course contre la montre désormais engagée pour lutter contre le changement climatique.

Parallèlement, il est nécessaire de prendre en considération le cri d'alerte envoyé par les concitoyens qui ont porté des week-end durant dans les giratoires le gilet jaune. Plus jamais l'atteinte des objectifs d'une politique environnementale ne devra se faire au détriment du pouvoir d'achat des plus modestes.

Montpellier Méditerranée Métropole veut prouver qu'il existe des voies possibles pour concilier protection de l'environnement et défense du pouvoir d'achat. La transition écologique que prône Montpellier Méditerranée Métropole est une transition solidaire.

Pour réussir cette transition, il nous faut notamment « décarboner » la mobilité en ville et réduire globalement la place de la voiture.

Sur le territoire de la Métropole, 40 % des émissions de CO² proviennent des transports, et principalement de l'automobile. Faire le choix d'une mobilité décarbonée, c'est donc la garantie d'améliorer la qualité de l'air, et ainsi protéger la santé des habitants de la Métropole. En effet, la pollution de l'air respiré est source de maladies et notamment de cancers avec 48 000 morts estimés par an en France. A cet égard, Montpellier est classée 10^{ème} sur 12 agglomérations sur la qualité de l'air par Greenpeace France.

Engager Montpellier Méditerranée Métropole vers des mobilités vertueuses en matière d'environnement permettra aussi de lutter contre la congestion urbaine croissante constatée depuis plusieurs années : les classements nationaux et internationaux négatifs se suivent et se ressemblent (Montpellier classée 9^{ème} ville en France la plus embouteillée pour TomTom, 8^{ème} pour l'observatoire Inrix et même 3^{ème} par le temps perdu dans les embouteillages).

Cette congestion nuit à l'attractivité du territoire et plus particulièrement du cœur de la Métropole. Sur la seule commune de Montpellier, il s'agit de près de 140 000 véhicules qui entrent et sortent quotidiennement dans la ville, soit 280 000 déplacements dégradant fortement la qualité de vie des Montpelliérains par les embouteillages et les nuisances associées.

La nécessité d'offrir des services de mobilité plus respectueux de la planète constitue donc un enjeu majeur. Pour ce faire, un des premiers leviers à mobiliser est de rendre le transport public plus attractif pour chaque habitant de la Métropole de telle sorte qu'il soit réellement concurrentiel de la voiture particulière.

D'autres leviers seront également mobilisés au cours de ce mandat tels que les modes actifs, et plus particulièrement l'usage du vélo, la création d'une zone de faible émission sur le territoire de la métropole, la sortie progressive du diesel pour les poids lourds, la généralisation des zones à 30 km/h.

Aussi, dans le but d'inciter les habitants de la Métropole à se reporter de la voiture vers les transports

urbains, la Métropole souhaite d'un côté investir massivement dans le développement de l'offre de transport avec la réalisation de la ligne 5 de tramway, l'extension de la ligne 1, la création de 4 lignes de bus à haut niveau de service, et de l'autre instituer la gratuité du transport pour ses habitants.

L'efficacité de ce type de mesure est prouvée avec des expériences nombreuses en France comme à l'étranger : à Dunkerque par exemple, près d'un an après la mise en place de la gratuité, 48 % des nouveaux usagers du bus viennent de la voiture.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si d'autres villes comme Clermont-Ferrand, Lille, Paris ont annoncé aussi des mesures de gratuité, au moins partielle. Des pays entiers sont même passés à l'acte : l'Estonie, le Luxembourg. L'Allemagne y réfléchit !

Cette gratuité permettra d'améliorer également le pouvoir d'achat des habitants de la Métropole, ce qui constitue une revendication forte de ceux qui connaissent des difficultés sociales importantes. La gratuité des transports sera l'occasion pour de nombreuses familles, qui ne pouvaient pas bénéficier d'une tarification réduite, d'économiser sur les dépenses de transport qui, au fil des années, représentent un poste de plus en plus prépondérant dans leur budget.

A titre d'information, voici les économies substantielles que pourront réaliser les habitants de la Métropole grâce à la mise en œuvre de la gratuité intégrale au cours du mandat.

- pour un lycéen de 18 ans : 196 euros par an ;
- pour un retraité : 321 euros par an ;
- pour un salarié sans PDE : 481,50 euros par an ;
- pour un salarié disposant d'un PDE : 217 euros par an ;
- pour une famille de quatre personnes dont deux adultes avec PDE et deux enfants de plus de 18 ans : 826 euros par an soit 69 euros par mois.

Enfin, cette mesure de gratuité permettra de renforcer l'attractivité du centre-ville de Montpellier, qui subit depuis 18 mois des crises successives : manifestations des gilets jaunes, crise sanitaire liée à la pandémie de COVID, sans compter la concurrence structurelle des zones commerciales périphériques facilement accessibles en voiture.

Dans la mesure où Montpellier Méditerranée Métropole possède une attractivité touristique et commerciale forte, et qu'il ne s'agit pas de se priver des recettes provenant de la clientèle hors Métropole, cette gratuité ne s'appliquera cependant qu'aux seuls habitants du territoire métropolitain.

La gratuité pour les habitants de la Métropole est un choix de redistribution fiscale rendant plus lisible l'affectation des impôts. Aussi, avec les transports accessibles, tous les habitants de la Métropole, et notamment les classes moyennes, auront le sentiment d'une juste redistribution de l'impôt.

Fort de ces éléments, il est proposé de franchir une 1^{ère} étape dès le 1^{er} septembre prochain avec la mise en œuvre de cette gratuité le week-end (samedi et dimanche) pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole.

A Dunkerque, par exemple, la gratuité le week-end a conduit à une hausse du trafic voyageur de 30 % le samedi et 80 % le dimanche. L'impact financier de la mesure est évalué pour l'année 2020 à 1,4 M€.

Concrètement, sur la base d'un justificatif de domicile, les habitants de la Métropole pourront obtenir la carte de gratuité de différentes manières :

- en agence commerciale du réseau TaM ;
- via internet ;

- via l'application « M'ticket ».

Une campagne de communication spécifique sera organisée afin de préciser l'intégralité des modalités d'attribution.

Cette mesure de gratuité nécessitera un avenant au contrat de Délégation de Service Public (DSP) avec l'exploitant TaM qui est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans. Dans celui-ci, la tarification est régie par l'article n°63, qui rappelle que la tarification est une prérogative de la Métropole. La mise en œuvre technique et les impacts financiers détaillés de cette mesure seront détaillés dans cet avenant.

Il ne s'agit bien sûr que d'une 1^{ère} étape qui doit conduire au plus vite à la gratuité totale du réseau TaM pour les habitants du territoire métropolitain.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver la présente délibération, relative à la première étape, le week-end, de la mise en œuvre de la gratuité intégrale du réseau TaM, pour les habitants de la Métropole ;
- de dire que la dépense correspondante est prévue au budget principal et au budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-136402-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.